

Régimes spéciaux de retraite

UNE LUTTE D'INTÉRÊT PUBLIC

L'argent existe pour les retraites !

- **Supprimer les exonérations de cotisations patronales : + 26 milliards d'€**
Cela permettrait aussi de combattre la politique de bas salaires qui handicape la consommation et donc la croissance.
- **Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les salaires : + 10 milliards d'€**
Cela rendrait moins juteux les placements spéculatifs et contribuerait ainsi à réorienter les investissements vers l'emploi.
- **Faire cotiser les stocks-options et les parachutes dorés versés aux PDG des grandes sociétés : + 7 milliards d'€**
C'est la proposition de la Cour des Comptes qui constate que ces revenus liés au travail devraient être mis à contribution.

... des chiffres à comparer avec :

- Le déficit actuel de la Sécu : **12 milliards d'€**
- Le coût du retour à 37,5 annuités pour tous avec 75% du salaire : **10 milliards d'€**

L'actuelle offensive contre les retraites s'inscrit dans une cohérence globale de la politique du gouvernement.

Denis Kessler, ancien numéro 2 et idéologue du Medef l'a dévoilé il y a peu : « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance, tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 ».

Leur objectif : transférer toujours plus de richesses du travail vers le capital, et pour cela s'attaquer aux garanties sociales et aux acquis démocratiques conquis par les générations précédentes.

Oui, c'est bien tout le modèle social français, avec le principe de la sécurité sociale et de la retraite par répartition, avec les notions d'entreprise et de service public et leurs statuts qui sont en ligne de mire. Leur idéal ? Une société à l'américaine pilotée par la loi du « chacun pour soi » et impitoyable pour les plus démunis.

La lutte pour défendre les régimes spéciaux est un combat d'intérêt général contre une politique de régression sociale qui vise tous les salariés.

François Fillon l'a confirmé : La liquidation programmée des régimes spéciaux et l'allongement à 40 ans sous couvert d'équité n'ont pour objet que de préparer de nouvelles attaques contre le système des retraites et le passage à 41, puis 42 annuités pour tous.

L'action des agents de la RATP, de la SNCF, d'EDF-GDF porte donc des enjeux qui dépassent leurs seuls intérêts immédiats.

Le pouvoir prétend que la France n'a pas les moyens de financer son système social. C'est un mensonge.

Le pays est riche. L'argent coule à flot pour les dividendes des actionnaires, les stock options, la spéculation financière tous azimuts. En réalité, le pouvoir met tout en œuvre pour protéger les profits et les grandes fortunes.

En matière de retraites, la véritable question est celle de la part des richesses que la collectivité nationale décide de consacrer aux nouveaux besoins nés de l'évolution démographique. Financer la retraite pour tous sur la base de 37,5 annuités de cotisations, dans le public et dans le privé, représente 4 points de PIB jusqu'en 2040. Ils seront largement assurés par le doublement des richesses créées dans le même temps, à la condition indispensable de s'attaquer aux vrais privilèges : ceux des gros actionnaires du CAC 40 et des marchés financiers.

Le mouvement qui se développe est une chance pour le pays et l'ensemble du monde du travail.

Il porte en effet l'exigence d'en finir avec des reculs sociaux sans fin qui débouchent sur une société plus inégalitaire, plus dure et plus injuste. Sortir notre pays et notre peuple de l'ornière implique d'autres orientations.

Elargir encore le rassemblement, gagner la bataille de l'opinion publique sont les conditions pour que ce mouvement l'emporte, et pour construire un autre avenir que celui auquel nous destinent N. Sarkozy et le Medef.

**Parti
communiste
français**

**Section de la
RATP**

120, rue Lafayette
75010 PARIS
www.section-ratp.pcf.fr